

05 avril 2011

Province du Sud-Kivu

Publication hebdomadaire provinciale produite par OCHA avec la collaboration de la communauté humanitaire

Faits saillants :

- Le tremblement de terre à Uvira met en évidence le besoin d'un plan de contingence concerté pour faire face aux catastrophes naturelles
- Crash d'un avion de la MONUSCO : la communauté humanitaire en deuil
- Plusieurs exactions auraient été commises par des éléments FARDC à Kirumba, y compris des viols

Contexte général

Un tremblement de terre a secoué les habitants d'Uvira et de ses environs dans la matinée du 03 avril, sans faire de dégâts. Il s'agit de la troisième secousse sismique ressentie dans la zone depuis le début 2011. Cet événement relance la question de l'élaboration d'un plan de contingence qui serait élaboré de façon concertée entre humanitaires et autorités compétentes. En effet, le Sud-Kivu est une zone à risque, car située dans une zone sismique. La communauté humanitaire du Sud-Kivu entend profiter de la récente mise en place, par le Gouvernement provincial du Sud-Kivu, d'un « Service de la Protection Civile », pour travailler avec la partie gouvernementale sur la réalisation d'un plan conjoint catastrophes naturelles.

Accès

- Un avion de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) s'est écrasé le 04 avril à l'aéroport de Ndjili, à Kinshasa, faisant au moins 32 morts. Parmi les victimes, se trouvaient plusieurs agents de la MONUSCO, civils et militaires, mais aussi du personnel des agences des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. Les vols de la MONUSCO, réputés parmi les plus fiables en RDC, sont régulièrement empruntés par les organisations humanitaires, qui n'ont en effet pas d'autre choix que d'utiliser l'avion pour leur déplacement à travers cet immense pays. Il s'agit du premier accident d'un avion MONUSCO (ex-MONUC) depuis sa création.
- Selon la mission inter clusters qui s'est rendue dans le groupement de Kalonge (territoire de Kalehe) du 29 mars au 1^{er} avril 2011, l'accès physique à ce groupement reste très limité. La route Madiriri qui donne sur Chifunzi (Kalonge Centre) depuis le parc national de Kahuzi-Biega (PNKB), réhabilitée par l'ONG Volontaires Autochtones Solidaires (VAS) en juin 2010, commence à se détériorer faute d'entretien par les pouvoirs publics. A l'intérieur du groupement, l'accès est encore plus compliqué. A titre d'illustration, il faut non moins de quatre heures de route en véhicule 4X4 pour parcourir les 32 km qui séparent Chifunzi de Bisisi. Sur cet axe, plus de 30 bourbiers doivent être franchis. Les plus critiques se situent à Butwashenge et Kansoro.
- L'évaluation réalisée par l'ONG AVSI dans la zone de Penekusu a mis en évidence une forte vulnérabilité des ménages, liée notamment à la difficile accessibilité et à l'absence de route. Conscients de cette problématique, les bailleurs de fonds financent depuis l'année passée plusieurs projets de réhabilitation / ouverture de route au Sud-Ouest du territoire de Shabunda. Ainsi, grâce aux allocations Pooled Fund 2010, l'ONG AAP travaille actuellement à la réhabilitation de 96 km de route sur les 141 km qui relient Matili à Penekusu, ainsi qu'à l'ouverture de 36 km de route entre Penekusu et Kikamaba. Malgré ces efforts, faute de financement, il reste 45 km de route non réhabilitées entre Matili et Penekusu. Si cette lacune pouvait être comblée, cela permettrait de relier le sud de Shabunda à la route nationale n°2, en cours d'ouverture, et désenclaver ainsi toute cette zone.

Protection

- Une mission du sous-groupe thématique Protection et Droits de l'homme s'est rendu dans le groupement de Wakabango 1^{er}, territoire de Shabunda, suite aux diverses attaques de présumés FDLR et aux affrontements entre FDLR et armée nationale, qui s'y sont déroulés récemment. Par exemple, le village de Ngoyi/Kasanza a été attaqué à deux reprises, les 16 et 20 mars, et diverses exactions auraient été commises à cette occasion sur la population civile. A Katanga, village situé à la limite entre les territoires de Mwenga et de Shabunda, des affrontements entre FDLR et FARDC ont eu lieu durant plusieurs jours.
- De sources locales fiables dans les Hauts Plateaux d'Uvira, plusieurs exactions auraient été commises par des éléments FARDC à Kikozi, en groupement de Kalungwe (chefferie de Bavira) au cours d'une action de poursuite contre des Mayi-Mayi, dans la nuit du 25 au 26 mars. Plusieurs exactions auraient été commises envers les civils à cette occasion, notamment des pillages de biens et de bétails, ainsi que plusieurs cas de viols. Le poste de santé Kikozi aurait été pillé par ces militaires, les victimes des exactions n'ont donc pas reçu de prise en charge médicale appropriée. Craignant pour leur sécurité, les femmes et les enfants du village passent désormais la nuit dans la brousse.

Besoins et Réponses humanitaires

Biens non alimentaires (NFI) / Abris

- Les pluies violentes qui se sont abattues sur Bukavu le 30 mars ont causé de nombreux dégâts, humains et matériels. Au mois trois personnes ont perdu la vie, suite aux éboulements, tandis que de nombreuses maisons ont été détruites ou endommagées. Une réunion de crise a été organisée entre humanitaires et autorités politiques afin d'organiser une réponse appropriée en faveur des populations sinistrées. Suite à cela, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge congolaise ont organisé une distribution de biens non alimentaires (NFI) à 257 familles des quartiers de Nyamugo, Cimpunda et Industriel.
- Le CICR et l'ONG Internationale Rescue Committee (IRC), organisent une distribution conjointe de kits de NFI à 4 000 familles déplacées, retournées, et familles d'accueil du groupement de Ziralo. Cette distribution, organisée les 04 et 06 avril à Makelele et Buganga, fait suite à une évaluation multisectorielle réalisée dans ce groupement par IRC dans le cadre du programme de réponse rapide aux mouvements de populations.

Nutrition et Sécurité Alimentaire

- La Caritas vient d'acheminer des intrants nutritionnels pour cinq formations médicales de la ZS Kimbi-Lulenge (territoire de Fizi). Il s'agit des C.S de Lulimba, Lumbwe, Kagembe/Nesani, Lusilu et de l'hôpital général de Kilembwe. Ces intrants ont été fournis par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), et permettront la prise en charge des enfants malnutris durant un mois. Cette intervention a été précédée par une enquête nutritionnelle à travers toute la zone de santé, et par la formation de l'équipe cadre de l'Unité Thérapeutique Intensive (UNTI) et Ambulatoire (UNTA) pour le traitement des malades sévères.
- L'ONG Action Contre la Faim (ACF) se désengagera de son programme nutrition dans la ZS de Kalonge fin mai. Mis en œuvre depuis juin 2009, ce programme a bénéficié à huit aires de santé. Il consiste en la prise en charge des cas de malnutrition sévère dans cette zone de santé. Suite à ce désengagement, la crainte est que la prise en charge ne soit plus effective. Pourtant, il s'agit d'une zone où les cas de malnutrition sont nombreux. Par exemple, de mai 2009 à décembre 2010, 885 cas de malnutrition aigüe sévère ont été pris en charge par le programme. Notons qu'un plan de désengagement est en cours de discussion avec le Programme national de nutrition (PRONANUT), plan qui doit aboutir à la continuité des soins de nutrition après le départ d'ACF.
- Une campagne de vaccination contre le charbon bactérien et la péripneumonie asymptomatique de cheptel bovin a eu lieu du 27 février au 25 mars dans la plaine de la Ruzizi, les Moyens et Hauts Plateaux de Fizi et d'Uvira et la plaine de la Ruzizi. Cette campagne, organisée par l'Inspection provinciale de l'agriculture et élevage (IPAPEL) en collaboration avec le CICR, visait un total de 115 000 têtes de bétails. Notons que les mouvements du bétail de part et d'autre de la frontière avec le Burundi pourraient compromettre ces efforts.
- Suite à la grêle qui a frappé Mwenga Centre et Kabare voici deux semaines, et qui a endommagé de nombreuses cultures, la FAO prépare une distribution d'intrants agricoles en faveur de 300 ménages affectés à Mwenga. Pour Kabare, il reste l'étape de vérification des chiffres des bénéficiaires, par l'IPAPEL avant que l'appui puisse être réalisé.

Santé

- MSF lance une opération de gratuité de soins de santé dans quatre centres de santé de Bunyakiri. Cette décision fait suite aux retours timides qui y sont observés. Pour rappel, cette zone a été le théâtre de nombreuses opérations militaires, qui avaient causé des mouvements de populations, notamment vers Kalehe Centre et Bunyakiri. Cette mesure de gratuité temporaire est destinée à faciliter la réintégration des ménages retournés dans leur milieu d'origine. Durant trois mois, toute la population bénéficiera donc de la gratuité des soins de santé primaire, le temps pour les familles retournées de mettre en place des mécanismes de subsistance. Les centres de santé ciblés sont ceux de Chiriba, Kachiri, Tshigoma et Ramba. Les quatre aires de santé ciblées représentent une population d'environ 20 000 habitants.

Eau, hygiène, assainissement (WASH)

- Le groupe sectoriel des acteurs WASH s'inquiète d'un possible risque d'éclosion d'un important foyer de choléra dans l'aire de santé de Luberizi (ZS Ruzizi). En effet, quelques cas suspects de choléra ont été enregistrés récemment à Luberizi, à proximité du centre de brassage des FARDC, où depuis peu, de nombreux militaires et leurs familles sont rassemblés. L'ONG ASED, qui a organisé une descente de terrain au nom du groupe sectoriel WASH, prévient que les conditions hygiéniques autour de centre de brassage seraient précaires en raison de la promiscuité, de manque de latrines et d'une source d'eau potable.

Pour plus d'information, veuillez contacter:

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo - www.rdc-humanitaire.net
Loubna Benhayoune, Chef de Sous Bureau, OCHA Sud-Kivu, benhayoune@un.org, tél. +243-99 590 15 38
Maurizio Giuliano, Responsable du plaidoyer et de l'information publique, giuliano@un.org, tél. +243-81 988 91 95
Charline Burton, Chargée d'information publique, OCHA Sud-Kivu, burtonc@un.org, tél. +243-99 590 15 42
Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu, nama@un.org, tél. +234-99 062 90 83